

Quatre ans après le génocide (4)

France-Rwanda : des mensonges d'Etat

Les signes avant-coureurs du massacre n'ont pas manqué. Mais les avertissements des diplomates et des militaires les plus lucides furent étouffés par l'Elysée.

Le monde
en bref

VIETNAM

Le premier ministre à Paris

□ Le président Jacques Chirac et le premier ministre vietnamien Pham Van Khai se sont entretenus hier à Paris de la crise financière en Asie, avant de se retrouver jeudi à Londres au sommet euro-asiatique de l'Asem-MM. Chirac et Khai « sont tombés d'accord pour constater que l'Asie conserve tous ses atouts et que les éléments économiques qui favorisent la croissance y restent positifs », indiquait-on à l'Elysée.

TURQUIE

Nouvelle révolte dans les prisons

□ Une nouvelle vague de contestation dans plusieurs prisons, marquée par des prises d'otages, vient rappeler l'éternel malaise existant dans les établissements pénitentiaires en Turquie. Au moins 43 personnes, en majorité des gardiens, étaient hier retenues de force par des détenus d'extrême gauche dans six prisons.

IRLANDE DU NORD

Gerry Adams reçu à Dublin

□ Le premier ministre irlandais, Bertie Ahern, s'est entretenu hier à Dublin du processus de paix nord-irlandais avec Gerry Adams, chef de la branche politique de l'IRA. M. Ahern s'est ensuite rendu à Londres pour rencontrer son homologue britannique, Tony Blair. Des discussions jugées « utiles et constructives » par M. Ahern qui a réaffirmé sa volonté de vite régler le conflit.

SIERRA LEONE

90 % du pays libéré par l'Ecomog

□ Près de 90 % du Sierra Leone a été « libéré » par les troupes de l'Ecomog, la force ouest-africaine, et le reste du pays « sera nettoyé » d'ici à une dizaine de jours, a déclaré mardi le président Ahmed Tejan Kabbah. De violents combats sont encore en cours dans l'est du pays. Ils opposent les forces de l'Ecomog aux troupes de la junte et à celles du Front révolutionnaire uni.

CAMBODGE

Manifestations à Phnom Penh

□ Des troubles ont eu lieu hier à Phnom Penh lorsque la police anti-émeute a dispersé les partisans et les adversaires du co-

« A la fin de janvier 1991, se souvient un officier français, j'ai réalisé que l'Elysée voulait que le Rwanda soit traité de manière confidentielle. » A l'appui de ce constat, l'officier - qui fut en prise directe avec les événements du Rwanda et qui y fit preuve d'un réel héroïsme -

tions de toutes conditions, paralyse l'action du chef de l'Etat et mine ses éventuelles velléités de transformation en profondeur. Parmi eux se distingue son épouse (...). Détenus objectifs de tous les pouvoirs depuis la révolution sociale de 1973, ils les consi-

PAR PATRICK DE SAINT-EXUPERY

cite un certain nombre de faits incontestables. « Au début de janvier 1991, dit-il, le groupe dirigé par le colonel Serabuga (NDLR : alors chef d'état-major de l'armée de terre rwandaise) entame les opérations ethniques. Une centaine de personnes sont tuées dans une église. Informé, Paris ne réagit pas. En avril, une tribu tutsie est totalement liquidée dans le Nord-Ouest. Aucune réaction... ».

Dans le même temps, ajoute-t-il, tous les services officiels sont « doublés » : « Hors hiérarchie, le lieutenant-colonel Canovas (NDLR : le chef du détachement d'instructeurs français envoyés au Rwanda) est régulièrement reçu par le chef d'état-major des armées. »

L'ambassade de France à Kigali multiplie les avertissements et les analyses détaillées. Sans le moindre effet : la diplomatie française et les structures officielles de coopération à Kigali ne sont tout simplement plus en charge du dossier.

Ces diplomates et ces coopérateurs connaissent pourtant le Rwanda : ils l'ont parcouru en long et en large, ils ont des contacts locaux, des amis qui les tiennent au courant. Tous ou presque se sont rendu compte que le conflit, abordé à Paris en termes purement ethniques, est en réalité bien plus complexe. Au cœur du problème : le clan minoritaire hutu de la femme du président Habyarimana, Agathe. Celle-ci domine tous les instruments de pouvoir du pays : « Cette minorité », affirme le même officier français, « exploitait le problème des réfugiés tutsis pour mainte-

dèrent comme leur propriété exclusive et désignent fonctionnaires, militaires et magistrats aux principaux postes. Leur hostilité à toute évolution démocratique ne les a pas empêchés de comprendre que s'y opposer sans discernement serait suicidaire. Aussi déclarent-ils depuis six mois qu'elle est irréversible et qu'elle sera bénéfique mais, simultanément, ils créent le maximum d'obstacle à sa réalisation par :

- le renforcement inconsidéré des effectifs et des moyens des forces armées afin de développer une clientèle fidèle (...);

- l'entretien de la peur suscitée par l'agresseur en annonçant régulièrement urbi et orbi l'attaque imminente de l'armée ougandaise ou encore l'infiltration de commandos dans les villes...;

- le sabotage de l'émergence des partis indépendants en gestation par toutes sortes de pressions et d'interventions (...);

- la propagation de craintes à l'égard des changements politiques. »

L'auteur enfonce le clou dans sa conclusion, intitulée : « Les écueils à éviter ». A savoir : « Méconnaître l'indispensable préalable qui consiste à réduire de façon sensible, directement ou indirectement, l'influence du premier cercle dans la conduite des affaires. Cette opération (NDLR : diminuer l'influence du premier cercle) est d'ailleurs réclamée ouvertement par l'immense majorité du peuple. »

Difficile d'être plus clair. Mais, en ce mois de juin 1991, ce télégramme ne provoque aucune réaction à Paris. Ou



(FPR) aboutissent en août 1993 aux accords de paix d'Arusha.

Mais, dans les coulisses, des marionnettistes continuent de tirer les ficelles. En dépit du retrait officiel du contingent français déployé au Rwanda, de quarante à soixante-dix conseillers militaires restent sur place, selon le ministre de la Coopération, Michel Rousin (5). Aux côtés des « amis » de la France. Ces conseillers militaires sont « couverts » : ils sont là sur ordre.

A la mi-mai 1994, soit cinq semaines après le début du génocide, des Français sont présents dans la région de Butare. Le Figaro dispose d'un témoignage précis : « Des Français se battaient à la mi-mai aux côtés des Forces armées rwandaises (FAR) dans la région de Butare. » Interrogé, un haut responsable militaire français déclare : « C'est possible. Il s'agit peut-être de mercenaires. »

En revanche, ce même officier dit totalement ignorer qu'à la fin mai un avion sud-africain bourré d'armes s'est posé à Butare : « Les caisses ont été débarquées devant la préfecture. Les Rwandais les ont caressées, contemplées, tellement ils trouvaient ça beau. Le lendemain, tous les miliciens aux barrages avaient des armes neuves... »

Début juillet 1994, Dominique Villepin - devenu directeur de cabinet d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères - intervient en direct dans la crise. L'ancien adjoint de Paul Dijoud est alors l'un des rares diplomates à connaître l'essentiel du dossier rwandais.

En coordination avec le président François Mitterrand et le secrétaire général de l'Elysée, Hubert Védrine, il fait partie de ceux qui, dès la mi-juin, poussent avec Alain Juppé à une intervention française au Rwanda. Les résistances sont alors importantes : le premier ministre, Edouard Balladur, n'est guère convaincu ; le ministre de la Défense, François Léotard, constate que l'armée n'est guère volontaire

SIERRA LEONE 90 % du pays libéré par l'Ecomog

Près de 90 % du Sierra Leone a été « libéré » par les troupes de l'Ecomog, la force ouest-africaine, et le reste du pays « sera nettoyé » d'ici à une dizaine de jours, a déclaré mardi le président Ahmed Tejan Kabbah. De violents combats sont encore en cours dans l'est du pays. Ils opposent les forces de l'Ecomog aux troupes de la junte et à celles du Front révolutionnaire uni.

CAMBODGE Manifestations à Phnom Penh

Des troubles ont eu lieu hier à Phnom Penh lorsque la police anti-émeute a dispersé les partisans et les adversaires du copremier ministre déchu, le prince Norodom Ranariddh. Rentré d'exil il y a trois jours, le prince a appelé les manifestants au calme et au « compromis » politique pour « sauver la Cambodge ».

CHYPRE Visite d'émissaires américains

Les émissaires américains Richard Holbrooke et Thomas Miller sont attendus à Chypre pour une visite de deux jours. M. Holbrooke, l'émissaire présidentiel américain, doit se rendre demain dans la partie nord de Nicosie, occupée par l'armée turque. Il doit y avoir deux entretiens avec le chef de la communauté chypriote-turque, Rauf Denktaş. Une rencontre avec le président chypriote, Glafcos Cléridis, est également prévue au sud de la capitale.

BOSTWANA Festus Mogae élu président

Trente ans après être entré au ministère des Finances, Festus Mogae est devenu hier le troisième président depuis l'indépendance du Botswana, l'un des plus riches d'Afrique. Réputé expert en économie, M. Mogae entend vouloir agir dans la continuité de son prédécesseur : création des emplois, lutte contre la pauvreté, réduction des disparités sociales.

TCHAD Le gouvernement s'excuse auprès de RFI

Dans un communiqué paru hier, le gouvernement tchadien a déploré « l'acte isolé » au cours duquel le correspondant de Radio France Internationale (RFI) à N'Djamena, Dieudonné (D) Nabaye, a été pris à partie dimanche, par des gendarmes tchadiens. M. Nabaye est « libre de porter plainte devant une juridiction compétente qui se charge ».

ngan mentionne les événements et les analyses détaillées. Sans le moindre effet : la diplomatie française et les structures officielles de coopération à Kigali ne sont tout simplement plus en charge du dossier.

Ces diplomates et ces copérateurs connaissent pourtant le Rwanda : ils l'ont parcouru en long et en large, ils ont gravi les collines, ils ont des contacts locaux, des amis qui les tiennent au courant. Tous ou presque se sont rendu compte que le conflit, abordé à Paris en termes purement ethniques, est en réalité bien plus complexe. Au cœur du problème : le clan minoritaire hutu de la femme du président Habyarimana, Agathe. Celle-ci domine tous les instruments de pouvoir du pays : « Cette minorité », affirme le même officier français, « exploitait le problème des réfugiés tutsis pour maintenir sa domination sur l'ensemble des Hutus. La haine ethnique était attisée comme instrument de pouvoir ».

Affirmation gratuite ? Que penser alors de cette remarquable dépêche « confidentiel défense » en date du 19 juin 1991 ?

« Depuis quelques semaines, note l'auteur de la dépêche, la situation intérieure au Rwanda semble être essentiellement caractérisée par une certaine confusion dans les esprits et les comportements. Cette confusion d'origine circonstancielle est aussi entretenue à dessein par d'aucuns. »

Le rédacteur du télégramme examine alors le fonctionnement de « premier cercle du pouvoir » : « Ses membres, connus et honnis des popula-

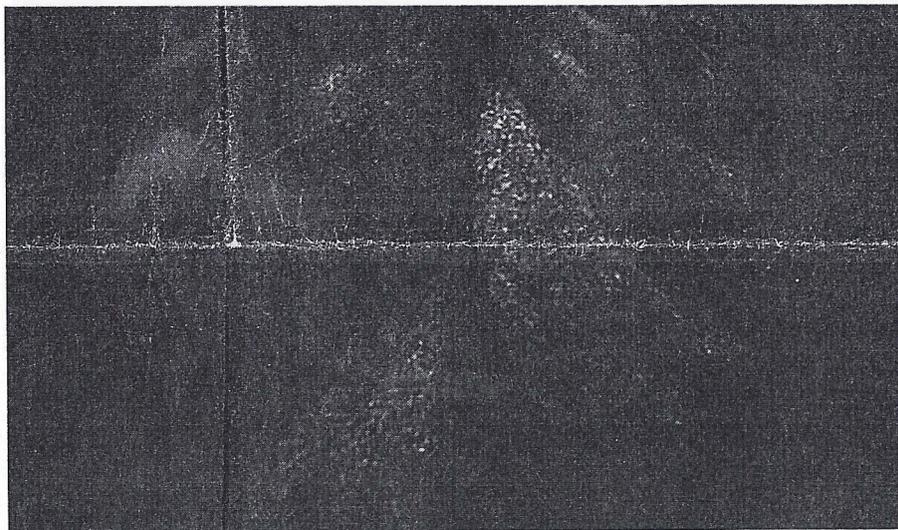
tion de commencer dans les villes... ;
- le sabotage de l'émergence des partis indépendants en gestation par toutes sortes de pressions et d'interventions (...);
- la propagation de craintes à l'égard des changements politiques. »

L'auteur enfonce le clou dans sa conclusion, intitulée : « Les écueils à éviter ». A savoir : « Méconnaître l'indispensable préalable qui consiste à réduire de façon sensible, directement ou indirectement, l'influence du premier cercle dans la conduite des affaires. Cette opération (NDLR : diminuer l'influence du premier cercle) est d'ailleurs réclamée ouvertement par l'immense majorité du peuple. »

Difficile d'être plus clair. Mais, en ce mois de juin 1991, ce télégramme ne provoque aucune réaction à Paris. Ou alors, s'il y a une réaction, elle est « étouffée ». Au nom de quels intérêts ? Quelle est l'origine de cette liaison qui, irrésistiblement, semble attirer les Français dans les bras des extrémistes hutus ? Pourquoi l'engagement de Paris, décidé en octobre 1990, ne cesse-t-il de se renforcer, comme en témoignent la mise sur écoute du réseau téléphonique de Kigali en 1991 ?

La présence des « services », les écoutes téléphoniques, les livraisons d'armes à grande échelle, une évidente proximité avec les chefs de file des extrémistes hutus : à la fin de 1991, l'essentiel du dispositif français est en place au Rwanda.

Survient alors un étrange « incident ». Dans une inter-



Une mère rwandaise et son enfant. (Photo Anthony Suau/Agence Vu.)

view accordée au Figaro(1), l'homme fort du Rwanda, Paul Kagame, racontera être venu à Paris en janvier 1992 et avoir rencontré Paul Dijoud, alors directeur au Quai d'Orsay des Affaires africaines et malgaches.

Ce dernier lui aurait notamment dit : « Si vous n'arrêtez pas le combat, si vous vous emparez du pays, vous ne retrouverez pas vos frères et vos familles, parce que tous auront été massacrés. »

Plus étrange encore, Paul Kagame affirme avoir été arrêté quelques heures après cet entretien : « A l'aube, les policiers ont fait irruption dans ma chambre d'hôtel à Paris. Ils ont crié : « Vous êtes en état d'arrestation », et ils ont commencé à tout fouiller (...). Je leur ai expliqué qu'on était là dans le cadre d'une invitation officielle (...). Rien n'y a fait. »

reçu par le ministère de la Coopération, par l'Elysée... On peut tout imaginer. »

Quelques mois plus tard, le 10 mars 1992, Paul Dijoud — un proche de Jean-Christophe Mitterrand — écrit dans une note interministérielle (2) qu'un « engagement de la France (au Rwanda) discret mais significatif » est nécessaire, qu'il « sera utile, en particulier, de donner à l'armée rwandaise la capacité d'opérer de nuit » et que « le retour d'un conseiller militaire de haut niveau, placé auprès de l'état-major, aurait des conséquences immédiates ».

A l'époque, l'adjoint de Paul Dijoud au Quai d'Orsay est Dominique de Villepin. Aujourd'hui secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin connaît bien le dossier rwandais. « Vers la fin de 1992, je suis

consécutivement débouché sur un accord de paix. « Mais tout leur travail, note un expert qui parle en connaissance de cause, a abouti à un résultat effrayant : l'opposition hutue démocratisée dans les bras des extrémistes. De ce jour, le réflexe ethnique l'a emporté : la plupart des démocrates hutus se sont ralliés aux thèses les plus dures, donc à l'hystérie anti-tutsie ».

De février à avril 1993, affirme aujourd'hui un officier français, « le général Delors (NDLR : alors à l'état-major des armées) va séjourner en toute discrétion à Kigali ». Le général Delors (4) est aujourd'hui le chef du Commandement opérationnel inter-armées (COIA), l'un des postes les plus stratégiques au sein des armées. L'engagement va si loin, sa

ril est-il chargé officiellement ou officieusement d'une mission ? Réponse de Mitterrand : « Paul Barril n'est mandaté par personne. »
« J'essais de protéger le président au maximum, explique aujourd'hui ce même militaire. Je voulais savoir où je

Un officier supérieur : « J'ai été utilisé très intelligemment par François Mitterrand. »

mettais les pieds. Vous savez, le président Mitterrand confiait parfois des missions à des gens très différents. C'était sa manière d'être indépendant. » Il ajoute : « Je ne sais pas ce qu'a fait Paul Barril au Rwanda. » L'officier supérieur note encore : « J'ai été utilisé très intelligemment par François Mitterrand. »

Cet officier n'est certainement pas le seul à avoir été utilisé « intelligemment » par le chef de l'Etat. D'autres personnages — silencieux jusqu'ici — pourraient sans doute faire le même diagnostic tant il reste de questions sans réponse.

En avril 1993, la droite française remporte les élections. Du fait de la cohabitation, la cellule Afrique de l'Elysée perd de son importance. Avec le nouveau gouvernement, installé à Matignon, on aurait pu s'attendre à une remise en question du dossier rwandais. Il y aura seulement un inféchissement. Grâce à l'action d'Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, les négociations entamées depuis des années entre le gouvernement rwandais et la rébellion du Front patriotique rwandais

ment ils trouvaient ça beau. Le lendemain, tous les miliciens aux barrages avaient des armes neuves... »
Début juillet 1994, Dominique de Villepin — devenu directeur de cabinet d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères — intervient en direct dans la crise. L'ancien adjoint de Paul Dijoud est alors l'un des rares diplomates à connaître l'essentiel du dossier rwandais.

En coordination avec le président François Mitterrand et le secrétaire général de l'Elysée, Hubert Védrine, il fait partie de ceux qui, dès la mi-juin, poussent avec Alain Juppé à une intervention française au Rwanda. Les résistances sont alors importantes : le premier ministre, Edouard Balladur, n'est guère convaincu ; le ministre de la Défense, François Léotard, constate que l'armée n'est guère volontaire...

De plus, et cela tous les décideurs en sont conscients, une intervention — même purement humanitaire — est risquée : les diplomates et l'exécutif français n'ayant pas de relation de confiance avec la rébellion rwandaise. Les insurgés de Kagame gagnent du terrain jour après jour. Ils ne se privent pas de faire savoir ce, compte tenu du passé de Paris, une intervention militaire française n'est pas souhaitable. Malgré toutes les résistances, l'inter-

vention est décidée. Dans l'urgence.
Le 16 juillet 1994, soit deux semaines après le début de « Turquoise », Michel Roussein déclare au Monde que le gouvernement « assume » l'héritage du dossier rwandais. Le ministre de la Coopération n'émet que quelques réserves alors que le génocide est notoire. Pourquoi ? S'agit-il d'un message d'intimité lancé par un ancien responsable des « services » ? Et, si oui, à quelles fins ?

P. S.-E.

- (1) Le Figaro du 22 novembre 1997, interview recueillie par Renaud Girard.
- (2) Ces Messieurs Afrique, tome II, Ed. Calmann Lévy, p. 81.
- (3) Le Figaro du 22 juin 1994.
- (4) Celui-ci n'a pas répondu à un courrier du 2 mars.
- (5) Propos tenus à RFI le 30 mai 1994. La photo de la cérémonie militaire au Bourget - en hommage aux aviateurs tués dans l'attentat du 6 avril 1994 au Rwanda - publiée dans le Figaro du 30 mars a été inversée par erreur dans notre première édition.

PROCHAIN ARTICLE :
Un étrange trafic d'armes

Un militaire français : « Le clan d'Agathe, la femme du président rwandais, a attisé la haine ethnique comme instrument de pouvoir. »

Interrogé au téléphone par Le Figaro, Paul Dijoud, aujourd'hui ambassadeur de France en Argentine, déclare : « Je ne me souviens pas avoir reçu M. Kagame. Mes collaborateurs m'ont d'ailleurs confirmé que je ne l'avais jamais reçu au Quai d'Orsay. Qu'il ait été reçu ailleurs à Paris sans que je l'aie su, c'est possible.

« Mais qui aurait-il pu voir ?
- Je n'en sais rien.
- Dans une pareille affaire, il ne peut s'agir a priori que de responsables politiques...
- On peut imaginer toutes sortes de choses. Qu'il ait été

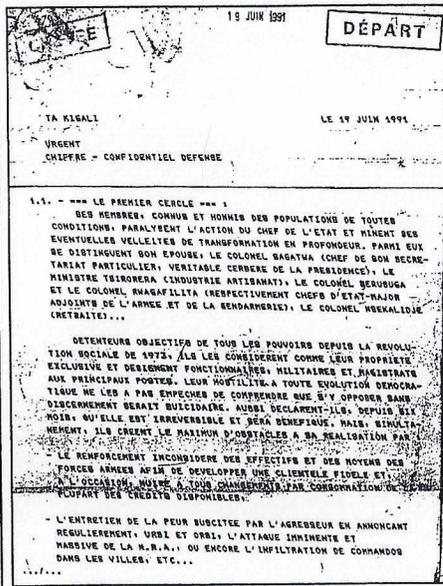
allé avec lui à Kigali », affirme un officier qui fut l'un des plus hauts responsables militaires de France.

En 1992, l'engagement de Paris au Rwanda prend des proportions inconsiderées. Un haut responsable de l'Elysée déclarera plus tard au Figaro (3) : « C'est vrai, nous y avons été très fort ! »

En dépit des déclarations officielles, cet engagement va se poursuivre. En janvier 1993, Bruno Delaye, successeur de Jean-Christophe Mitterrand à la cellule Afrique de l'Elysée, participe, avec toute une délégation, aux négociations d'Arusha

constance est telle, qu'on finit par s'interroger jusqu'au sommet de l'Etat. Dans le courant de l'année 1993, l'un des plus hauts responsables militaires de l'armée française décide d'abord directement le sujet lors d'un tête-à-tête avec le président Mitterrand. « Ce n'était pas une démarche gratuite », tient à préciser ce haut responsable.

Le militaire interroge François Mitterrand : « Monsieur le Président, y a-t-il quelqu'un de l'Elysée ou de votre entourage qui ait pu agir au Rwanda en dehors de votre connaissance ? L'ancien capitaine Bar-



Télégramme classé « confidentiel défense » du 19 juin 1991.